

Le Conseil supérieur de l'adoption

Rapport relatif à la Kafala

Lors de sa séance du 17 décembre 2003, le Conseil supérieur de l'adoption a examiné la situation des enfants nés dans les pays dont le droit ne reconnaît pas les effets de l'adoption et recourent pour la prise en charge des enfants privés de famille à la kafala. Suite à ce débat, Monsieur Yves NICOLIN, député Maire de Roanne, président du CSA, a souhaité qu'un groupe de travail soit mis en place afin de préciser les difficultés rencontrées par les familles recueillant des enfants par kafala, d'examiner les dispositions applicables dans d'autres pays européens et de faire toute proposition en la matière.

Les présentes propositions sont le résultat des réflexions de ce groupe de travail qui s'est réuni cinq fois entre février 2004 et mai 2006.

Aucune donnée statistique n'existe sur le nombre de mineurs recueillis en France par kafala. Des estimations font état de 300 à un millier d'enfants concernés. Ces enfants sont essentiellement d'origine marocaine ou algérienne et pour la plupart recueillis par des couples dont l'un des membres au moins est d'origine algérienne ou marocaine ou a la double nationalité algérienne ou marocaine et française.

Avertissement : les présentes propositions n'ont pas toutes fait l'objet d'un accord unanime de la part des membres du Conseil supérieur de l'adoption.

1. La question de l'agrément en vue d'adoption

L'adoption d'enfants originaires du Maroc et de l'Algérie est un sujet auquel peuvent être confrontés les services départementaux. En effet, ils sont sollicités soit directement pour l'adoption d'un enfant originaire de l'un de ces pays soit pour l'évaluation de leur situation sociale en vue du jugement étranger ou pour la délivrance du visa.

Or si l'article 370-3 du code civil est bien connu des services, il n'en est pas forcément de même en ce qui concerne la kafala et ses effets. Par ailleurs, l'articulation entre les dispositions de l'agrément en vue d'adoption et la prohibition fixée par l'article 370-3 du code précité mériterait d'être précisée.

Proposition

Intégrer dans le guide à l'attention des adoptants des informations sur la kafala

Diffuser auprès des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance chargés des questions d'adoption une note juridique d'information sur :

- Le régime et les effets de la kafala ;
- Le traitement des demandes d'agrément en cas de projets tournés vers l'adoption d'enfants dont la loi personnelle prohibe l'adoption.

En matière d'agrément, il serait opportun notamment de rappeler l'obligation d'instruire toute demande d'agrément quelle qu'elle soit et l'obligation de motiver tout refus d'instruction ou décision de refus d'agrément.

Les départements pourraient être invités à délivrer une information particulière pour les personnes ayant un projet en direction des pays prohibant l'adoption rappelant notamment que l'agrément est délivré en vue d'une adoption ce que n'est pas la kafala et que l'évaluation sociale préalable au jugement de kafala relève de la compétence des autorités du pays d'origine des enfants.

2. L'entrée sur le territoire des enfants recueillis par kafala

L'entrée sur le territoire d'un enfant recueillis par kafala relève de la procédure de regroupement familial pour les enfants algériens et d'un visa classique pour les autres enfants.

Le Conseil d'Etat a clairement rappelé dans divers arrêts le cadre du pouvoir d'appréciation des autorités consulaires en la matière. Or des familles se voient encore opposer un refus de visa au motif de l'absence d'agrément en vue d'adoption.

Proposition

Elaborer une circulaire à l'attention des postes consulaires rappelant les règles applicables en matière de délivrance des visas pour les enfants recueillis par kafala.

Cette circulaire pourrait préciser les pièces à produire pour l'examen de la délivrance du visa. Ces pièces sous forme de copies traduites par un traducteur assermenté, éventuellement légalisée ou apostillée selon les cas, pourraient être les suivantes :

- Acte de naissance de l'enfant,
- Décision de kafala judiciaire,
- Décision du juge des tutelles de l'Etat d'origine autorisant le déplacement de l'enfant vers l'étranger pour s'y établir de façon permanente,
- Décision de concordance du nom
- Décision de l'autorité compétente de l'Etat d'origine de l'acte de Tanzil qui érige l'enfant confié en kafala judiciaire comme héritier au rang de premier degré,

Serait incluse la production du passeport individuel de l'enfant.

La circulaire pourrait, par ailleurs, utilement rappeler la jurisprudence du Conseil d'Etat applicable en la matière et préciser, dans les situations d'enfants orphelins ou abandonnés recueillis en kafala, les pièces exigibles:

3. Les effets de la kafala en France

Comme indiqué précédemment, les effets de la kafala et les modalités de leurs reconnaissances sont peu connus. Ainsi des difficultés peuvent voir le jour dans l'ouverture de droits sociaux ou l'affiliation à un régime de sécurité sociale.

Proposition

Adresser une circulaire interministérielle auprès des organismes sociaux et des services du Trésor sur les effets en France de la kafala algérienne et marocaine concernant les situations d'enfants abandonnés ou sans filiation en vue de faciliter l'ouverture des droits sociaux au profit de l'enfant ainsi recueilli.

4. La question de l'adoption des enfants recueillis par kafala

La question de l'adoption des enfants recueillis par kafala a suscité les plus vifs débats au sein du groupe de travail. Les propositions tendent à :

Supprimer les délais de résidence prévus à l'article 21-12 du code civil pour l'acquisition de la nationalité français pour les enfants abandonnés ou sans filiation recueillis kafala ou pris en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance.

Supprimer l'alinéa 2 de l'article 370-3 du code civil.

ANNEXES

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL

Mme BENAZZOUZ, PARAENAM

Mme BOULOUIS, ministère des affaires étrangères

Mme BOUZIANE, APAEK

Mme DEVILLERS, ministère de la justice

M.EVERAERE, conseil général du Pas de Calais

Mme GAZEL, MASF

Mme HILPERT, ministère de la justice

Mme HOUSSET, EFA

Mme LAINE, conseil général de la Somme

Mme LE BOURSICOT, magistrate, secrétaire générale du CNAOP

M.LIEBERT, conseil général du Pas de Calais

Mme NELIAZ, ministère de la santé et des solidarités

M. WILLOCQ, FNADEPAPE

DISPOSITIONS DU CODE CIVIL

ARTICLE 21-12

(Loi n° 98-170 du 16 mars 1998 art. 7 Journal Officiel du 17 mars 1998 en vigueur le 1er septembre 1998)

(Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 art. 67 Journal Officiel du 27 novembre 2003)

L'enfant qui a fait l'objet d'une adoption simple par une personne de nationalité française peut, jusqu'à sa majorité, déclarer, dans les conditions prévues aux articles 26 et suivants, qu'il réclame la qualité de Français, pourvu qu'à l'époque de sa déclaration il réside en France.

Toutefois, l'obligation de résidence est supprimée lorsque l'enfant a été adopté par une personne de nationalité française n'ayant pas sa résidence habituelle en France.

Peut, dans les mêmes conditions, réclamer la nationalité française :

1° L'enfant qui, depuis au moins cinq années, est recueilli en France et élevé par une personne de nationalité française ou qui, depuis au moins trois années, est confié au service de l'aide sociale à l'enfance ;

2° L'enfant recueilli en France et élevé dans des conditions lui ayant permis de recevoir, pendant cinq années au moins une formation française, soit par un organisme public, soit par un organisme privé présentant les caractères déterminés par un décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 370-3

(inséré par Loi n° 2001-111 du 6 février 2001 art. 1 et art. 2 Journal Officiel du 8 février 2001)

Les conditions de l'adoption sont soumises à la loi nationale de l'adoptant ou, en cas d'adoption par deux époux, par la loi qui régit les effets de leur union. L'adoption ne peut toutefois être prononcée si la loi nationale de l'un et l'autre époux la prohibe.

L'adoption d'un mineur étranger ne peut être prononcée si sa loi personnelle prohibe cette institution, sauf si ce mineur est né et réside habituellement en France.

Quelle que soit la loi applicable, l'adoption requiert le consentement du représentant légal de l'enfant. Le consentement doit être libre, obtenu sans aucune contrepartie, après la naissance de l'enfant et éclairé sur les conséquences de l'adoption, en particulier, s'il est donné en vue d'une adoption plénière, sur le caractère complet et irrévocable de la rupture du lien de filiation préexistant.